SECTION DE VENDEE

CSAL en Formation Spécialisée

La Roche Sur Yon, le 10 octobre 2023

Monsieur le président,

Les sujets que nous aborderons aujourd'hui montrent d'une façon criante le détail que la DGFIP, comme la DGAFP, ne voit pas. Ce petit truc présent dans chaque service et qui est, paraît-il, une ressource… Nous parlons bien sûr de l'humain.

Tout d'abord, comme tous les salariés nous subissons une dégradation majeure de notre pouvoir d'achat avec des revalorisations faibles par rapport à une inflation galopante. Cette urgence doit déboucher sur de réelles réponses tant au niveau Fonction Publique, qu'au niveau ministériel et à la DGFiP. Ainsi, nous invitons l'ensemble des personnels à signer massivement la pétition intersyndicale « Nous sommes la DGFiP » : reconnaître l'engagement des personnels de la DGFiP est une urgence. Elle passe par une revalorisation pérenne et immédiate de la rémunération pour tous.

Nous ne reviendrons pas sur les problèmes de GMBI. Mais c'est bien les reports successifs de date limite, la communication nationale catastrophique et les bugs informatiques multiples en pleine période de campagne IR qui ont amplifié le mal être au travail grandissant, matérialisé par les nombreuses fiches de signalement du mois de juin, de services différents: CDIF et SIP. La situation de ces services reste préoccupante vis à vis de la surcharge de travail et de l'épuisement des personnes. Nous attendons la présentation des réponses apportées par la direction à l'ensemble des fiches de signalement réalisées par les services.

Il fut un temps, pas si lointain, ou la DGFIP mettait un point d'honneur à placer l'agent au centre de ces projets. On appelait cela le sens du service public, une vieille notion… Désormais, l'agent des finances publiques doit s'adapter à tout : FAQ, boîte à outils, nouveau logiciel sans vision usager, etc… C'est à l'humain de s'adapter à la machine, et plus l'inverse, c'est totalement contre nature !
Si les services « tiennent » face aux difficultés, ce n'est que grâce à l'implication et au sens du service public des agents. Cette dynamique vertueuse, point fort et historique de notre administration, trouve ses limites depuis quelque temps avec le constat d'un écœurement des plus anciens tandis que les nouveaux ne voient plus l'intérêt que leur travail peut leur procurer tant celui-ci est morcelé et industrialisé. Cette dégradation ne cesse de nous inquiéter : charges de travail, urgences perpétuelles, perte de sens du travail, travail routinier et par listes, applications informatiques défaillantes, départ de « sachants », mise à mal de la cohésion d'équipe, ... Solidaires Finances Publiques 85 aimerait que le plan annuel de prévention contienne la nécessité d'inclure les agents dans l'organisation du travail de leur service.

Nous rappelons que cette instance de la formation spécialisée du comité social local se tient sans règlement intérieur. Ceci est un comble pour une administration d'État qui se veut exemplaire. Nous siégeons aujourd'hui car nous mettons la défense des agents au premier plan.

En ce qui concerne plus précisément cette Formation Spécialisée, Solidaires Finances Publiques 85 prendra part aux débats sur l'ensemble des points à l'ordre du jour dont notamment le détail des travaux impactant les différents sites. Nous attendons, notamment, une présentation des travaux immobiliers liés à l'accueil du CDIF de La Roche mais également de la réfection du mur du rez-de chaussée du SPFE.

Solidaires Finances Publiques 85 vous informe, à son tour, de la situation de mal être au SIP de La Roche sur Yon. Certains collègues vont vous rencontrer demain. Notamment des collègues qui travaillent à l'accueil et qui vous exprimeront leur état d'épuisement. Nous vous demandons de les écouter avec bienveillance.

Cet état d'épuisement est présent sur différents sites. Les fiches de signalement rédigées par plusieurs services le mentionnent. Solidaires Finances Publiques 85 souhaite que la Formation Spécialisée fasse de ce problème un axe d'action important au niveau de la prévention.

Solidaires Finances Publiques 85 demande que la Formation Spécialisée vienne compléter l'action initiée par le CDAS en offrant la possibilité aux agents de consulter un psychologue près de chez eux. Pour l'instant l'offre du CDAS est une convention passée avec 1 psychologue à La Roche sur Yon.

Des caméras ont été installées à l'accueil. Nous aimerions avoir le détail des sites concernés et qu'une information soit réalisée auprès des collègues d'accueil sur l'utilisation des boutons d'alerte.

Solidaires Finances Publiques 85 aimerait une présentation des mesures de protection des vérificateurs. Deux fiches de signalement nous alertent sur cette problématique.

Solidaires Finances Publiques 85 renouvelle sa demande d'extension de la mesure fournissant un fauteuil ergonomique aux télétravailleurs ayant une pathologie à ceux ayant 2 jours de télétravail.

Les contaminations Covid semblent avoir repris depuis la rentrée. Le matériel de protection des agents, est-il suffisant ? Solidaires Finances Publiques 85 propose qu'un ménage renforcé des services soit organisé avant la fin de l'année.

Solidaires Finances Publiques 85 vous remercie d'avoir donné une suite favorable à notre demande d'accès au parking de la cité Travot aux agents du site de Jaurès.